

## Séance publique du jeudi 18 juin 2015

Convoqué le vendredi 12 juin 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 18 juin 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE.

## Redevance Spéciale 2015 relative à la Collecte des Déchets Ménagers et Assimilés - Approbation et signature du document portant "Conditions Générales de Collecte des Déchets d'Activité Economiques Assimilables aux Déchets des Ménages"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 19 septembre et du 16 décembre 2005, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a instauré la Redevance Spéciale pour les déchets non ménagers. La loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 la rend obligatoire pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale qui n'ont pas institué la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, mais qui ont opté pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette Redevance Spéciale concerne les personnes morales de droit public et les personnes morales de droit privé. Elle est calculée en fonction du service rendu et notamment de la quantité de déchets éliminés. Elle permet ainsi de ne pas faire supporter aux ménages le coût de l'élimination des déchets pris en charge par la collectivité publique, qu'il s'agisse des déchets produits :

- Par les établissements publics, exonérés de droit de la TEOM,
- Par les établissements privés commerciaux ou artisanaux dont les quantités de déchets présentées à la collecte sont souvent beaucoup plus importantes que celles des ménages.

Une convention est signée chaque année entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Elle a pour objet de définir les conditions générales portant règlement de la Redevance Spéciale, ainsi que les conditions particulières et le prix des prestations d'élimination des déchets assimilés auxquels s'applique cette redevance. A Montpellier, les sites concernés sont : les écoles publiques, les crèches, les maisons pour tous et les maisons de quartier, et autres bâtiments municipaux...

Cette année, Montpellier Méditerranée Métropole demande à la Ville de Montpellier d'approuver les conditions et modalités d'exécution du service d'élimination des déchets non ménagers assimilables contenues dans le document intitulé « Conditions Générales de Collecte des Déchets d'Activités Economiques Assimilables aux Déchets des Ménages ».

Son approbation vaudra une fois pour toutes acceptation des conditions d'exécution du service. Il suffira ensuite chaque année d'actualiser le tableau définissant les volumes de bacs mis à disposition et les tarifs s'y appliquant pour encadrer la prise en charge des déchets par le service public de collecte.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le document portant « Conditions Générales de Collecte des Déchets d'Activités Economiques Assimilables aux Déchets des Ménages ».
- d'autoriser M. le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer le document présenté au Conseil et objet de cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 19 juin 2015**